

Un élu de la France insoumise suscite la polémique après ses propos sur la police

Par [Steve Tenré](#)

Publié il y a 2 heures,

Mis à jour il y a 57 minutes



Dominique Lanoë, adjoint au maire de la ville de Cachan et élu La France insoumise. *Capture d'écran Twitter*

VIDÉO - «Je croyais que le but de la police était de protéger la population, (...) pas nécessairement de posséder des armes pour la tuer», a déclaré un adjoint au maire lors d'un conseil municipal de la ville de Cachan (Val-de-Marne).

«*Je croyais que le but de la police était de protéger la population, ce n'était pas nécessairement de posséder des armes pour la tuer.*» Ces propos, tenus par l'élu de la France insoumise Dominique Lanoë lors d'un conseil municipal de la ville de Cachan le 30 septembre dernier, continuent de faire polémique, près de deux semaines après les faits.

À découvrir

→ [Présidentielle 2022 : où en sont les candidats dans les sondages ?](#)

Depuis sa diffusion sur les réseaux sociaux, la scène, filmée, a suscité l'indignation de plusieurs acteurs de la vie politique et d'organismes, tels que le Syndicat des Commissaires de la Police Nationale (SCPN) : *«Propos consternants, calomnieux et diffamatoires de la part d'élus indignes de leurs mandats»*, écrit le syndicat sur Twitter. *«Qu'il aille dire ça aux rescapés du Bataclan»*, a réagi Gilbert Collard, député européen. *«Je suis choqué par un élu LFI, adjoint au maire de la ville de Cachan, qui a insinué que les policiers armés tuaient la population au lieu de la protéger. Ces propos sont graves»*, a de son côté publié François Jolivet, député de La République en Marche.

Sébastien Trouillas, élu à la mairie de Cachan et présent lors du conseil municipal, a demandé la démission de Dominique Lanoë, et réclamé à la maire de la ville, Hélène de Comarmond, des *«excuses publiques»*.

«Polémique stérile»

Dans un communiqué publié ce mercredi, la ville de Cachan fustige un *«montage vidéo altérant volontairement la réalité des propos et des faits»*, pointant du doigt une opposition qui *«a fait le choix de théâtraliser sa sortie de salle, amorçant volontairement une polémique (...) stérile»*. Pascal Castillon, conseiller municipal *«Mieux vivre à Cachan»*, avait quitté le conseil peu après les propos de l'adjoint au maire. Hélène de Comarmond, qui *«clarifie»* dans ce communiqué *«l'attachement de la majorité municipale à l'action et au travail des policiers»*, *«n'exclut pas d'intenter une action en justice à l'encontre de l'auteur du montage vidéo (et) de toute personne qui la reprendrait»*.

Selon des informations du *Figaro*, le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin a demandé dans un courrier à la maire de Cachan de *«(lui) préciser dans quel contexte de telles déclarations ont pu être prononcées»*. *«Vous pouvez imaginer l'émoi (que ces propos) ont pu provoquer au sein des forces de l'ordre et au-delà, a-t-il également écrit. Nous devons collectivement faire preuve d'intransigeance face à toutes les attaques portées contre les femmes et les hommes qui nous protègent.»* Et de prévenir que la réponse d'Hélène de Comarmond *«décidera des suites éventuelles (qu'il) donnera pour préserver l'honneur des forces de l'ordre»*.

À voir aussi - «Primaire populaire»: un mouvement citoyen veut pousser la gauche au rassemblement